

Sarkozy à la télé : contrevérités, esbroufe et fautes de goût

Par Rue89 | 17/11/2010 | 17H57

<http://www.rue89.com/2010/11/17/sarkozy-a-la-tele-contreverites-esbroufes-et-fautes-de-gout-176333>

Bouclier fiscal, libération d'Aung San Suu Kyi, Roms, remaniement, chômage... Fact checking des déclarations du Président.

Lors de son intervention télévisée, mardi soir, le Président s'est voulu rigoureux. « Oui ou non », [répétait-il à l'endroit des journalistes](#), pour marquer son souci de précision. Pourtant, ses affirmations ne sont pas toutes incontestables. Certaines sont fausses, d'autres sont déplacées. Revue de détail.

1

L'ISF : approximations sur l'Allemagne

Nicolas Sarkozy a confirmé sa volonté de supprimer le [bouclier fiscal](#) et l'[ISF](#), en parallèle de la création d'un nouvel impôt sur le patrimoine (qui taxe revenus et plus-values). Pour se justifier, il explique :

« Comme nous sommes l'un à côté de l'autre, beaucoup de capitaux partent vers l'Allemagne. »

Puis :

« Je ne veux plus de [délocalisations](#). J'en ai assez que le capital et les usines partent de l'autre côté. »

La suppression de l'ISF peut s'expliquer par une volonté de faire revenir des exilés fiscaux, partis en Belgique ou en Suisse -ce, où le bouclier fiscal a échoué. Mais cet impôt sur les personnes physiques n'a pas d'impact direct sur les « délocalisations » d'entreprises. Par ailleurs, quand les grands patrimoines décident de s'exiler, ce n'est pas vers l'Allemagne, où l'imposition est contraignante. Loin d'être un [paradis fiscal](#).

Ce mercredi matin, sur France Info, Jérôme Cahuzac, président de la commission des finances, [relevait d'autres approximations](#). Mardi, Nicolas Sarkozy a affirmé :

« L'Allemagne avait un bouclier fiscal. Quand elle a supprimé son ISF, elle a supprimé son bouclier fiscal. »

Ce qui [est faux](#). Selon Cahuzac, ce n'est pas la première fois que le Président se trompe sur ce point :

« Il nous avait déjà expliqué que la France devait garder le bouclier fiscal parce que les Allemands en avaient un. »

D'autre part, ce ne sont pas les socialistes allemands, contrairement à ce qu'a dit le Président, qui ont supprimé l'ISF, mais le conservateur [Helmut Kohl](#), au milieu des années 90.

Cahuzac juge enfin que la suppression du bouclier fiscal -qui [a coûté 700 millions d'euros](#) en 2010 à l'Etat- ne comblera pas le manque à gagner des revenus générés par l'ISF de 4 milliards d'euros :

« La piste que le Président évoque ne comblera pas la différence. La réforme [fiscale, ndlr] sera financée par l'emprunt. »

2

Birmanie : une vantardise mal placée

Au téléphone, la responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme, manque d'étouffer de rire lorsqu'on lui rapporte les propos de Nicolas Sarkozy, mardi soir, sur son rôle personnel dans la libération de l'opposante birmane [Aung San Suu Kyi](#).

Il faut dire que le Président Sarkozy n'a pas fait dans la nuance :

« Le président chinois m'a aidé, puisque j'avais parlé [avec lui] de cette personne. [...] Les autorités chinoises ont une influence sur la junte birmane. Parce que je lui en avais parlé. Voilà. »



La preuve ? Aung San Suu Kyi a parlé au téléphone à « Carla » après sa libération, a-t-il dit, avant d'affirmer que « la pérennité de la présence des entreprises françaises dans ce pays » - comprendre Total- n'était pas assurée si la situation « ne devait pas s'améliorer ».

Aucun des trois journalistes présents face à Nicolas Sarkozy n'a poursuivi le débat sur cette affirmation inédite sur rôle de la France dans la libération d'Aung San Suu Kyi.

On savait Nicolas Sarkozy prompt à revendiquer la paternité de tout ce qui se passe sur cette planète, au point qu'une caricature de l'hebdomadaire *The Economist* l'avait montré, en 2008, souriant aux photographes après le G20 sur la crise financière, alors que tous les autres participants du sommet étaient en train de peiner en soutenant le globe à la manière d'Atlas.

Là, le chef de l'Etat tire la couverture à lui de manière très surprenante. Même si on ne le soupçonnera pas de ne pas avoir fait d'efforts diplomatiques en faveur de la prix Nobel de la paix birmane, c'est prêter à la France une influence politique qu'elle n'a pas dans cette région -même en tenant compte des [intérêts pétroliers de Total](#) et des liens bien connus de [Bernard Kouchner](#) avec ces affaires et ce pays.

Mais le résumé qui en est fait est invraisemblable, même s'il est exact que Sarkozy et Hu Jintao, selon nos informations, ont bien évoqué le sujet de la Birmanie. Nicolas Sarkozy a une influence proche de zéro sur [Hu Jintao](#) qui le tient en piètre estime depuis la crise de 2008 ; et la [Birmanie](#), qui fait partie de la zone d'influence chinoise en Asie, est trop importante pour Pékin pour que l'avis d'un sous-préfet d'une région d'Europe puisse réellement peser sur les choix chinois. Si Pékin a agi auprès de Rangoon, c'est en fonction de ses propres intérêts, pas pour faire plaisir à Sarkozy !

Plus c'est gros, plus ça passe. Qui, en France, s'intéresse suffisamment à ces questions pour porter la contradiction au chef de l'Etat. Et les 12 millions de téléspectateurs de mardi soir seront convaincus que notre Président est vraiment très fort, même en Birmanie.

Tellement fort qu'il n'a même pas pu prononcer le nom de [Liu Xiaobo](#), le prix Nobel chinois emprisonné, dans la deuxième partie de sa réponse, pour ne pas replonger dans la crise avec Pékin, où la réponse de Nicolas Sarkozy a dû être appréciée.

3



Les Roms qui « n'envoient pas leurs enfants à l'école »

« En tant que chef de l'Etat, garant de l'ordre public, je voudrais que vous me disiez comment je peux expliquer à un Français ou à un étranger vivant en France comment on peut arriver [...] sur un terrain public ou un terrain privé, s'installer en violation de la loi [...], ne pas envoyer les enfants à l'école. »

Nicolas Sarkozy se trompe. Certains enfants [roms](#) sont scolarisés grâce au soutien d'associations comme la Ligue des droits de l'homme et le collectif [Romeurope](#).

Cela n'a pas empêché le démantèlement de certains camps. En avril, la communauté rom de Wimille, dont les quatorze enfants étaient scolarisés depuis 2008 avec succès, [a été expulsée](#) vers la Roumanie.

4

La Commission et le respect, par la France, de la légalité

« Oui ou non, la [Commission européenne](#) a-t-elle dit que la France n'avait pas respecté la loi ? » questionne Nicolas Sarkozy sur les Roms. Claire Chazal n'a pas su répondre : « Sans doute. » (*Voir la vidéo de l'échange*)

Pourtant, elle aurait pu lui répondre :

« Oui, la Commission [a bien dit cela le 19 octobre](#), en annonçant qu'elle renonçait à ouvrir une procédure d'infraction contre la France, après avoir obtenu des garanties sur la modification de son droit national et l'application de cette directive.

Mais la commissaire [Viviane Reding](#) a immédiatement précisé qu'il ne s'agissait que d'un “ gel ” et que “ quatre semaines ” au moins seraient encore nécessaires pour dire définitivement s'il y a ou non des discriminations en France dans les renvois de Roms. Nous ne sommes donc encore sûrs de rien. »

5

« Ma femme est intelligente » : une faute de goût

Séquence intimité vers 21h30 :

« J'ai une famille qui me soutient... une femme intelligente... »



Le Président qui dirait « ma femme, elle est belle » ou « ma femme, elle fait bien la cuisine » se rendrait coupable de misogynie, machisme et phallocratie de type 1, berlusconienne.

Le Président qui se sent obligé de dire que sa femme est intelligente (et pas seulement ex-mannequin) se rend lui aussi coupable de misogynie, machisme et phallocratie, mais de type 2 : il s'agit de cette propension à valoriser chez une femme des qualités qui ne vont pas de soi (pour le phallocrate, misogyne, etc) : à savoir le courage, l'intelligence, le sang-froid.

Le type 2 est toujours associé au sentiment de bien faire, d'être moderne, politiquement correct, féministe.

6

Le gouvernement « pas partisan »

« Ce n'est pas un gouvernement partisan, c'est un gouvernement resserré », a osé affirmer sans ciller Nicolas Sarkozy. Peut-être faut-il prendre le terme « resserré » pour un simple euphémisme de partisan ?



Le nouveau gouvernement est non seulement [replié sur l'UMP](#), mais plus précisément sur les ex-RPR de l'UMP, comme en témoignent les anciennes fonctions des numéros deux et trois du gouvernement, [Michèle Alliot-Marie](#) et [Alain Juppé](#), tous deux ex-présidents du RPR.

Les présidents des deux partis centristes, [Hervé Morin](#) (Nouveau Centre) et [Jean-Louis Borloo](#) (Parti radical), ont eux disparu du casting gouvernemental, au profit de deux poids légers du centre, Michel Mercier (en congé du MoDem) et Maurice Leroy (porte-parole du Nouveau Centre).

7

Changements de ministre et crédibilité de la France

« Quelle est la crédibilité de la France quand le ministre des Finances change chaque année ? »

Nicolas Sarkozy a raison. Il oublie simplement de dire que la crédibilité de la France ne sort pas grandie du changement incessant de ministre des Affaires européennes : déjà quatre depuis 2007 (Jean-Pierre Jouyet, Bruno Le Maire, Pierre Lellouche et Laurent Wauquiez).

8

Woerth a-t-il accepté son éviction ?

Pourquoi avoir viré [Eric Woerth](#), qui voulait rester ? Le chef de l'Etat nie :

« Non, non, non ! »



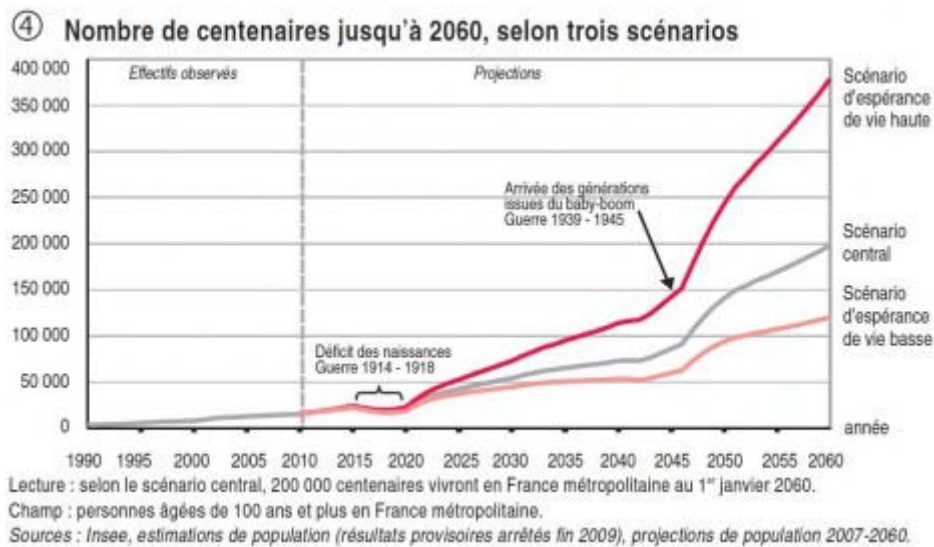
Si, si si, pourtant, il voulait rester. Il l'avait encore répété [dimanche sur RTL](#), quelques heures avant le remaniement :

« J'ai toujours dit que je désirais rester. »

9

« Un lycéen sur deux sera centenaire »

Cet argument, utilisé pendant le débat sur la [réforme des retraites](#) par Luc Chatel, Christian Estrosi, Nadine Morano et par Nicolas Sarkozy lui-même, repose sur une [étude de l'Insee](#) mal exploitée. (Voir le graphique)



L'étude ne va pas plus loin que 2060. A cette date, selon les statisticiens, la France pourrait compter 200 000 centenaires (les quinquagénaires d'aujourd'hui).

Mais considérer que les deux millions de lycéens -nés au milieu des années 90- actuels seront tous centenaires en 2090, c'est extrapoler des chiffres de façon plus que légère. En prolongeant la courbe, et en étant généreux, on n'arrive pas à un million, loin de là.

Commentaire de Gilles Pison, directeur de recherches à l'Ined :

« L'affirmation "un lycéen sur deux sera centenaire" appelle trois remarques :

- s'agissant du futur, rien n'est certain, on ne peut faire que des hypothèses ;

- dans l'hypothèse où la mortalité continuerait à baisser en France au même rythme que celui observé au cours des dernières décennies, 11% des enfants nés en 2000 [pourraient devenir centenaires](#) (16% des filles et 4% des garçons) ;
- toujours selon la même hypothèse, autour de la moitié des enfants nés en 2000 atteindrait 90 ans. »

Ces chiffres ont été calculés pour des enfants nés en 2000, ayant donc aujourd'hui dix ans. Pour des lycéens, légèrement plus âgés, ils seraient à peu près les mêmes.

En conclusion, l'hypothèse d'un lycéen sur deux centenaire est très optimiste, elle ne correspond pas aux hypothèses moyennes des démographes. Ces dernières aboutissent plutôt à un lycéen sur deux nonagénaire.

L'avenir dira si ces scénarios ont sous-estimé les progrès en matière de durée de vie, ou à l'inverse, les ont surestimés. »

10

« Le chômage reculera »

« Le chômage reculera l'année prochaine », a promis le Président. Une assurance étonnante, après la fausse prévision qu'il avait faite en janvier.

Le chômage, [avait-il assené](#), reculerait « dans les semaines et les mois qui viennent », ce qui ne s'est pas produit.

Photo et illustrations : Nicolas Sarkozy ce mardi 16 novembre à la télévision (Audrey Cerdan/Rue89) ; dessins de Jul, [Na !](#) et [Baudry](#).

A lire aussi sur Rue89 et sur Eco89

- ► [Ne cliquez pas, Nicolas Sarkozy n'a rien dit](#)
- ► [Bouclier fiscal, l'impossible aveu d'une erreur](#)
- ► [Total en Birmanie : la France va-t-elle agir ?](#)